

Le forum national du NDI, tenu les 24 et 25 mai 2012, a réuni les représentants des partis politiques, de la société civile et d'institutions publiques.

Après avoir examiné et analysé des thèmes comme les principes de la participation des femmes à la vie politique, le cadre normatif et institutionnel de la participation politique des femmes au Burkina Faso, les enjeux des futures élections législatives et municipales pour les femmes, les contraintes des femmes, surtout celles du monde rural pour jouir de leurs droits, les stratégies de promotion des candidatures féminines et pour gagner avec les femmes, les responsabilités des femmes dans la gouvernance, les participants ont fait une déclaration qui s'articule autour de 10 points.

Ils encouragent l'Etat à renforcer les efforts consentis, ces dernières années, pour prendre en compte les préoccupations des femmes, exhortent le gouvernement à prendre d'urgence un décret d'application de la loi sur le quota pour en assurer la mise en oeuvre optimale par les acteurs concernés et félicitent les partenaires pour leur appui constant à l'organisation des élections au Burkina Faso et les invite à poursuivre leur action.

A l'endroit des partis politiques, les participants au forum encouragent à assurer le positionnement des femmes sur les listes électorales pour qu'elles aient la chance d'être élues (en appliquant par exemple, le « système zébré, un homme, une femme »), à mieux s'intéresser aux jeunes et à accorder une formation politique aux jeunes militants.

Un appel a été lancé à l'adresse des femmes à s'engager dans la politique, à travailler de façon solidaire pour faire avancer la cause féminine.

Les femmes doivent se mobiliser pour se faire enrôler comme électrices, une étape cruciale pour les élections couplées de décembre prochain au Burkina Faso. Par ailleurs, les participants ont reconnu que tout ne sera possible qu'avec l'implication effective des hommes.

A cet effet, ils encouragent cette franche de la population à soutenir toutes les initiatives

rentrant dans le cadre de la promotion des droits de la femme.

« La participation de la femme à la vie politique constitue un enjeu majeur qui requiert une implication de tous les acteurs du processus démocratique.

Par leur forte mobilisation et leur soutien indéfectible aux partis politiques, elle contribuent à la réussite du processus électoral », a indiqué le ministre de la Promotion de la femme, Nestorine Sangaré/Compaoré.

Des contraintes liées à la promotion de la femme

Des communications assurées par Franceline Toé/Bouda, Zénabou Coulibaly/Zongo, Frédéric Kader Nikiéma, Reine Bertille Benao/Sakandé ont été objet d'échanges fructueux.

Il en ressort, entre autres, que les contraintes liées à la promotion des femmes sont d'origine socioculturelle, économique, religieuse... Et cela a pour conséquence une faible présence des femmes dans les sphères de prise de décision.

En témoignent les chiffres donnés par Reine Bertille Benao/Sakandé : « 1% des femmes burkinabè font des études supérieures contre 3% des hommes.

Plus de 80% des postes politico-administratifs sont occupés par les hommes ». Aujourd'hui, le pays compte 17 femmes députés sur 111 et 6000 élues municipales sur 117 000.

Quatre femmes ministres sur 31. Pour Zénabou Coulibaly/Zongo, la loi sur le quota ne précise pas de façon claire, le positionnement de la femme sur les listes électorales. Pour que cette loi ait un effet, il faut que chaque parti politique place celle-ci où il faut, afin qu'elle ait la chance de gagner.

Des femmes leaders politiques, Afoussy Bamba de la Côte d'Ivoire, Haoua Dia/Thiam, du Sénégal et Saran Daraba Kaba sont venues partager leurs expériences en politique avec leurs soeurs burkinabè.

Elles ont toutes souligné l'existence des pesanteurs socioculturelles qui contraignent, la plupart du temps, la femme africaine à se confiner à un rôle de second plan en politique.

Cependant, ont-elles relevé, seule la solidarité, la volonté, le courage, la persévérance et le soutien effectif des hommes viendront à bout de ces injustices liées au sexe.

Quant à ceux qui pensent que femme ne rime pas avec politique, Mme Saran Daraba Kaba, seule candidate à la dernière élection présidentielle en Guinée, avoue qu'ils se trompent. La preuve est qu'elle réussit sa vie de femme au foyer depuis environ une cinquantaine d'années et est mère de 7 enfants.

Pour Haoua Dia/Thiam, ancienne ministre, conseillère municipale, un leader politique n'est rien s'il n'est pas rattaché à une base. « La participation à la gouvernance locale est importante, car la prise de décision a des effets immédiats sur le mode de vie des populations, l'impact des choix de développement se ressent dans la communauté, par conséquent, les femmes sont plus indiquées pour faire des propositions dans ce sens... ».

D'où son appel à ses soeurs du Faso à se faire investir sur les listes municipales. Me Afoussy Bamba, une élue députée de la Côte d'Ivoire, se distingue des deux autres par son jeune âge. Présente dans toutes les négociations pour le retour de la paix en Côte d'Ivoire, elle est une figure de la scène politique.

Le NDI a voulu, par sa présence, amener la jeunesse, notamment celle féminine, à s'intéresser à la politique. Faisant une comparaison de la promotion de la femme dans les deux pays, elle a indiqué que les Ivoiriens ont beaucoup à apprendre du pays des hommes intègres.

En effet, il va falloir que les femmes ivoiriennes s'intéressent à des termes comme parité,

genre, la loi sur le quota, etc., a annoncé Me Bamba. Sur 255 députés, il n'y a que 28 femmes à l'Assemblée nationale ivoirienne, a-t-elle indiqué.

Les participants, avant de se quitter, ont souhaité la création d'un cadre de concertation pour les femmes qui visera à défendre leurs intérêts.

Par Habibata Wara